

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les établissements publics et la danse**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi (ci-après: le projet) destiné à modifier la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse.

1. ÉTAT DE LA SITUATION

La législation actuelle sur les établissements publics et la danse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993, a subi au fil des ans un certain nombre de modifications qui lui ont permis de s'adapter à la mouvance libérale qu'a connue ce secteur dans bon nombre de cantons suisses, tout en maintenant un régime de formation, d'autorisation et de contrôle jugé indispensable au respect de l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité et de la santé publics.

Elle s'inscrit en ce sens pleinement dans le contexte européen et est bien souvent perçue au niveau suisse comme le résultat d'un heureux compromis entre des réglementations trop rigides, désormais fortement ébranlées par la législation fédérale sur le marché intérieur, et des situations devenues critiques dans certains cantons en raison de la suppression de tous les moyens légaux d'intervention.

La législation fédérale précitée fait certes actuellement l'objet d'une nouvelle révision qui pourrait, à terme, libéraliser davantage encore le domaine des activités réglementées. Il est vraisemblable ainsi qu'à tout le moins les conditions professionnelles attachées pour l'heure à l'exercice de la profession de cafetier-restaurateur dans notre canton ne pourront plus, par souci d'égalité de traitement, revêtir un caractère contraignant, dans la mesure où les ressortissants de cantons plus permissifs désireux de s'établir dans nos contrées pour y conduire un établissement public pourront prétendre accéder sans aucune contrainte au marché.

Il est prématuré pourtant d'envisager à ce stade déjà la refonte de notre système, qui met l'accent sur la formation de base en tant que garantie supplémentaire de qualité des prestations et de prise de conscience des nombreuses obligations légales dictant le comportement d'un chef d'établissement, mais qui ne remet pas pour autant en cause les principes de mobilité professionnelle et de concurrence garantis par le droit fédéral.

2. MOTION CHRISTIAN DUCOTTERD

Par motion déposée le 12 novembre 2002 et développée le 15 novembre 2002, le député Christian Ducotterd a proposé une modification de la loi sur les établissements publics et la danse dans le but d'empêcher d'utiliser le nom ou la marque d'une boisson alcoolisée («Smirnoff-Party», Fête de la bière etc..) et d'interdire les jeux liés à la consommation d'alcool dans les établissements publics ou lors de manifestations. Il a estimé en effet que ces moyens de publicité visent principalement une clientèle jeune auprès de laquelle la consommation d'alcool prend une ampleur inquiétante. Il a relevé par ailleurs que l'apparition sur le marché de nouveaux produits, tels que les alcopops, ne fait qu'augmenter cette tendance et que ces abus engendrent, en particulier le week-end, de fréquents problèmes de comportement.

La modification proposée allait concrètement dans le sens suivant:

Art. 45 Dénomination et enseigne

(Ajouter)

Un établissement ou une activité temporaire ne peut en aucun cas prendre pour dénomination le nom ou la marque d'une boisson alcoolisée.

Art. 53 Interdiction de servir des boissons alcooliques

(Ajouter)

Les jeux et concours liés à la consommation de boissons alcoolisées sont interdits.

En date du 6 mai 2003, le Grand Conseil a accepté cette motion. A l'instar de la réponse qui y avait été apportée par le Conseil d'Etat, il en a toutefois limité la portée aux alcopops, excluant ainsi du principe de l'interdiction les alcools plus traditionnels tels que la bière et le vin, dont la consommation peut être maîtrisée par les moyens légaux existants.

3. OBJET DE LA RÉVISION LÉGALE

La révision proposée ne s'éloigne pas du régime général en place. Elle tend prioritairement à concrétiser l'acceptation partielle de la motion déposée par le député Christian Ducotterd. Elle s'emploie pour le reste à apporter des précisions ou des améliorations à certaines procédures existantes, de manière à gommer les défauts mis en lumière dans leur déroulement et à rétablir pleinement le respect de l'égalité de traitement ou encore le droit pour le voisin d'un établissement public de s'exprimer sur l'opportunité d'une nouvelle installation.

C'est dans ce sens que le Conseil d'Etat a autorisé, durant l'été 2004, la mise en consultation auprès des partis politiques, des principales entités économiques concernées et de l'administration cantonale et fédérale d'un avant-projet de loi portant révision du droit actuel. Ce document a été d'emblée complété par un avant-projet d'ordonnance apportant des éclaircissements de détail aux nouvelles options prises.

Il est à noter que le texte mis en consultation contenait une proposition formelle tendant à introduire un nouveau type de patente destinée à réglementer l'exercice à titre professionnel de l'activité de traiteur. Il s'agissait par là, dans un souci de santé publique, de garantir le contrôle d'installations à partir desquelles d'anciens cafetier-restaurateurs reconvertis, des bouchers, des fromagers, des boulangers-pâtisseries ou de simples néophytes proposent au public des prestations consistant notamment en la préparation, la livraison et le service de mets et de boissons. Sur la base d'un examen circonstancié des diverses prises de position, le Conseil d'Etat renonce pourtant à cet aspect de la révision. Il a pris acte bien sûr de l'accueil très favorable réservé à sa proposition par les milieux de l'hôtellerie et de la restauration, soucieux du rétablissement par ce biais d'une certaine égalité de traitement jusqu'ici selon eux mise à mal. Il est toutefois arrivé à la conclusion qu'une grande majorité des traiteurs en exercice ont un métier de bouche et disposent ainsi déjà d'une solide formation dans leur domaine. Il a été par ailleurs très sensible aux arguments exprimés notamment par le Laboratoire cantonal et la Conférence des Préfets. Pour le premier en effet, même en l'absence de toute forme de patente, l'activité de traiteur est soumise au contrôle des

denrées alimentaires et la quasi-totalité des installations fait d'ores et déjà l'objet de tels contrôles. La seconde y a vu de nombreux problèmes d'application dus à la difficulté de cerner la notion de traiteur et à la distinguer de celle de cafetier-restaurateur proposant par exemple ses prestations à l'extérieur de son établissement, dans des locaux échappant a priori à tout contrôle. Elle s'est déclarée de même sceptique quant au cumul que constituerait une patente de traiteur avec celle délivrée ordinairement par les préfets à tous les responsables de manifestations temporaires.

Dans l'ensemble, et pour le reste, l'avant-projet a été bien accueilli, même si des remarques émanant prioritairement de la Régie fédérale des Alcools et de la Conférence des Préfets sont venues mettre à mal l'idée d'intervenir sur le plan légal et au demeurant selon des critères très flous pour interdire l'usage de noms ou de marques de boissons alcoolisées entrant dans la catégorie des alcoops uniquement. Là encore, le Conseil d'Etat a été sensible aux arguments invoqués et renonce en définitive à une mesure difficile à appliquer et qui, si elle avait été maintenue, n'aurait pu viser qu'une catégorie de produits dont la consommation est en constante régression. A l'inverse, sa généralisation à l'ensemble des boissons alcoolisées aurait entravé de façon excessive le déroulement de manifestations telles que fêtes des vendanges ou de la bière.

Au terme de cette procédure et de ces réflexions, le Conseil d'Etat vous soumet le présent projet de loi.

4. PRINCIPALES INNOVATIONS DU PROJET

Les principales innovations du projet peuvent être résumées ainsi.

1. De nouvelles mesures de prévention de l'alcoolisme sont introduites dans le sens d'une interdiction générale d'organiser des jeux et des concours destinés à favoriser la consommation d'alcool.
2. Des exigences supplémentaires sont imposées aux titulaires de la patente d'établissement dépendant d'un commerce d'alimentation (patente G).
3. L'exploitation des terrasses d'établissements publics aménagées sur le domaine public ou privé est soumise à une procédure d'autorisation uniformisée et mieux à même de garantir le respect du voisinage.

5. COMMENTAIRE PAR ARTICLE

Art. 3 al. 1 let. e (nouvelle)

De manière générale, les activités de restauration soumises à la loi consistent prioritairement à proposer à la clientèle une forme de consommation sur place, alors qu'accessoirement mets et boissons peuvent aussi être emportés. La patente G d'établissement dépendant d'un commerce d'alimentation introduite voici quelques années a donné lieu pourtant à quelques confusions, dans la mesure où elle est appelée à l'inverse à couvrir la consommation accessoire sur place de produits alimentaires ordinairement vendus pour être emportés. Il convient pourtant de le rappeler, l'autorisation en question n'est aucunement nécessaire lorsque l'activité commerciale consiste strictement à vendre mets et / ou boissons à emporter. Cette exemption vaut du reste également pour le commerçant itinérant qui propose ses produits sur un

stand ou dans un camion-magasin. Dans ce dernier cas, il n'est même pas question d'entrer en matière pour une forme de patente d'établissement public. La consommation sur place implique en effet le respect d'exigences techniques minimales (installations sanitaires, arrivée d'eau, concept d'hygiène...) qui ne peuvent être satisfaites. Il en résulte que le responsable d'un camion-magasin proposant par exemple la vente de poulets grillés à emporter ne peut faciliter leur consommation immédiate à proximité en y disposant des tables et chaises et n'est dans ce sens pas soumis à la législation sur les établissements publics.

Art. 5 al. 2 let. b

Parmi les compétences attribuées par la loi à la Direction de la sécurité et de la justice, il en est une qui porte sur l'octroi et le retrait des patentes, à l'exclusion de la patente K. En l'absence de patente, lorsqu'il s'agit de prononcer la fermeture d'un établissement public parce qu'aucun responsable n'a pu être officiellement désigné ou parce que ce dernier a quitté ses fonctions, aucune compétence n'est clairement attribuée. Même si, logiquement, une telle attribution revient de droit à la Direction précitée, il convient de le préciser. En vertu de l'article 8 let. e, le préfet conserve quant à lui la compétence d'ordonner la fermeture d'un établissement en cas de désordre.

Art. 15 al. 1, 16, 17 et 20 al. 1

La modification proposée ne concerne que la version française et porte strictement sur une amélioration de syntaxe.

Art. 21 al. 1 et 2 (nouveau)

La modification de l'alinéa premier telle que proposée concerne uniquement la version française et porte sur une amélioration de syntaxe.

S'agissant de l'alinéa 2, il convient de se référer aux explications données à propos de l'introduction du nouvel article 3 al. 1 let. e. La patente G est réservée à des commerces permanents disposant d'installations fixes. Un commerçant itinérant ne saurait prétendre à son octroi. Tout au plus peut-il envisager la délivrance en sa faveur d'une autorisation temporaire ou occasionnelle relevant de la compétence préfectorale (patente K).

Art. 22 al. 1 et 2 let. a

La modification de l'alinéa premier telle que proposée concerne uniquement la version française et porte sur une amélioration de syntaxe.

La patente spéciale H donne le droit de servir des boissons, éventuellement des mets pour la consommation sur place dans un espace prioritairement destiné à des activités sportives, culturelles ou sociales. Les bars exploités dans les salles de concert, à l'instar de Fri-Son ou du Nouveau Monde en Ville de Fribourg, ont pourtant jusqu'ici été traités différemment et leurs activités ont été plutôt couvertes par des autorisations préfectorales (patentes K) de courte durée.

Pour donner suite à l'intervention de certains préfets, ce genre d'activité principale est désormais mentionné expressément dans une disposition de la loi consacrée à la patente H. Les exploitations concernées pourront ainsi

être soumises aux exigences imposées à ce type de patente.

Art. 27 al. 1 let. a

La législation sur les établissements publics et la danse a déjà fait l'objet d'une adaptation complète aux règles contenues dans les Accords bilatéraux passés entre la Suisse et les Etats membres de l'Union européenne. Elle est dans ce sens parfaitement eurocompatible. A l'occasion de cette adaptation, l'exigence d'un permis d'établissement (permis C) pour les ressortissants d'autres Etats étrangers désireux d'obtenir une patente a en revanche été maintenue et ce, sans justification majeure. A l'heure où nombre d'établissements publics spécialisés dans une cuisine et des traditions nouvelles voient le jour dans notre pays (restaurants thaï, libanais, marocains...), il convient de ne pas créer d'entrave commerciale infondée, allant au-delà des exigences relevant de la législation sur le séjour et l'établissement des étrangers. Il est dès lors proposé de remplacer l'exigence actuelle du permis d'établissement par une simple autorisation de séjour (permis B).

Art. 31 al. 3 (nouveau)

L'expérience des derniers mois a permis aux autorités d'exécution de constater un certain nombre d'abus dans des établissements pourvus d'une patente G. Certes, des limites ont été initialement fixées, notamment en matière de capacité d'accueil et d'horaire, pour tenir compte du fait qu'à la base, le commerce, même assorti d'un espace de consommation, reste un commerce d'alimentation et que son responsable n'a pas à justifier d'une formation achevée de cafetier-restaurateur.

Il n'en demeure pas moins qu'avec une disposition réglementaire quelque peu floue prévoyant «en principe» un maximum de dix places assises et avec une possibilité offerte aux autorités communales d'accorder par le biais de la législation sur l'exercice du commerce à ces magasins des autorisations d'ouverture nocturne jusqu'à 23 heures du lundi au samedi, la distinction entre établissement public accessoire à un commerce d'alimentation et café-restaurateur ordinaire s'est peu à peu étendue et a suscité de nombreuses critiques de la part des professionnels de la restauration.

Dans le souci du respect de l'égalité de traitement et de manière à mieux cerner les conditions attachées à la patente G, le projet propose l'introduction d'une nouvelle condition. En raison des restrictions imposées à l'exploitation, il ne revient pas sur le principe de la dispense générale de formation de base de cafetier-restaurateur concédée au titulaire d'une patente G mais introduit l'exigence d'une formation partielle sans examen, destinée à garantir le respect par l'intéressé de prescriptions considérées comme indispensables au déploiement de ses activités malgré tout spécialisées dans l'alimentation et la préparation de mets. Il en va ainsi de la législation propre à ce secteur, de la réglementation sur l'hygiène et les denrées alimentaires ainsi que des dispositions désormais contraignantes portant sur la sécurité au travail. Des lacunes importantes devraient être de la sorte comblées. Des voix se sont certes élevées en faveur d'une exigence plus poussée contraignant le candidat à se soumettre à une épreuve d'examen. Compte tenu de l'évolution libérale annoncée au travers de la révision du droit fédéral en cours et compte tenu du fait que bon nombre de cantons se montrent d'ores et déjà plutôt souples s'agissant de la

mise en exploitation d'établissements de taille modeste, cette option a été écartée au profit d'un cours de sensibilisation du responsable. Les dispositions réglementaires seront également adaptées dans ce sens. Elles détermineront en outre une limite de capacité d'accueil claire pour ce genre d'établissement. Enfin, en cas de demande d'autorisation nocturne adressée à l'autorité communale par le titulaire d'une patente G et conformément à la législation sur l'exercice du commerce un permis de construire pour changement d'affectation des locaux sera exigé afin de sauvegarder les droits du voisinage.

Art. 36 al. 4 (nouveau)

Depuis quelques années, l'exploitation des terrasses d'établissements publics est devenue une source de conflits que les diverses autorités en charge de la question ont parfois de la peine à maîtriser. Dans ce contexte est apparue une sérieuse anomalie, à laquelle il convient impérativement de remédier. Alors que, en effet, une terrasse aménagée sur le domaine privé de l'établissement suit le sort de l'établissement lui-même et est en principe mentionnée dans son descriptif officiel, une terrasse située sur le domaine public fait dans le meilleur des cas l'objet d'une autorisation communale séparée, quand elle n'est pas tout simplement tolérée par le biais d'une facture pour utilisation accrue du domaine public. Il est résulté de cette situation des cas de contradiction, dans lesquels les conditions restrictives d'exploitation fixées au moment de la délivrance de la patente n'ont jamais été imposées à la terrasse. Bien plus, une procédure de mise à l'enquête publique dans le cadre d'une demande de permis de construire a été menée pour une terrasse privée mais n'a pas du tout été suivie pour un aménagement sur le domaine public, générant de la sorte des inégalités de traitement aussi bien pour les voisins que pour les exploitants.

Il est désormais primordial, et c'est là le sens de la modification proposée, que la législation sur les établissements publics couvre l'ensemble de ces situations et conduise dans tous les cas à une décision d'octroi ou d'extension de patente prenant en compte les conditions qui auront préalablement été formulées par les services techniques dans le cadre d'une demande de permis de construire et réservant, le cas échéant, l'autorisation communale complémentaire nécessaire à l'usage accru du domaine public.

De manière plus générale et en réponse au souci exprimé au début de cette année par la Conférence des Préfets face à la durée de plus en plus prolongée des procédures de demandes de patentes en vue de la création ou de la transformation d'un établissement public, le projet d'ordonnance modifiant la réglementation en la matière proposera en outre que dite demande de patente soit désormais précédée de la demande de permis de construire. Les services techniques en charge de la protection incendie, des installations sanitaires, de la lutte contre le bruit ou encore du respect de la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions disposeront ainsi de données plus complètes et précises et seront mieux à même de se prononcer.

Art. 53a (nouveau)

Les publications de l'Institut Suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) l'ont largement démontré: les jeunes consomment de plus en plus

d'alcool et sont à l'évidence influencés par toutes les opérations de séduction mises sur pied à leur intention et faisant l'apologie de produits à la mode. La législation sur les établissements publics et la danse contient un certain nombre de prescriptions de police visant à garantir leur protection (en particulier art. 53, âge de consommation et 54, «clause sirop» LED). Il en va de même de la législation fédérale sur l'alcool ou sur les denrées alimentaires qui interdit la remise gratuite de boissons distillées à des fins publicitaires, limite ou exclut cette publicité dans certains lieux ou sur certains supports, en particulier lorsque cette dernière s'adresse spécialement aux jeunes de moins de 18 ans, ou encore impose une présentation à la vente des boissons alcooliques garantissant l'absence de confusion avec des boissons sans alcool.

De manière plus précise et conformément à l'article 42b al. 4 de la loi fédérale du 21 juin 1932 sur l'alcool, il est d'ores et déjà formellement interdit d'organiser des concours qui servent de publicité pour des boissons distillées ou qui impliquent l'acquisition ou la distribution de telles boissons et ce indépendamment du genre de clientèle visé. Il serait dès lors peu conforme à ce prescrit de limiter cette mesure aux seuls jeunes.

Il ne serait guère plus heureux de se borner à renforcer l'interdiction fédérale en ne visant que des produits distillés tels que les alco pops. De fait, en complétant l'arsenal légal par des campagnes de sensibilisation et de contrôles ou encore par l'introduction d'un impôt entraînant une augmentation du prix de vente, le phénomène de mode qu'a représenté l'expansion vertigineuse de ce genre de produit durant plusieurs mois a pu être enrayer. Il appert en revanche que la bière est reconnue comme étant la boisson alcoolique préférée de la population, tout particulièrement des jeunes, et qu'en généralisant l'interdiction de promouvoir la consommation d'alcool au travers de jeux ou de concours, le canton donne le signe tangible d'une volonté politique de réduire davantage encore les abus. Référence est faite à cet égard à une compétition inadmissible survenue durant l'hiver 2004 dans un établissement public de la région, au terme de laquelle plusieurs clients ont dû être hospitalisés suite à une consommation excessive.

Art. 55 al. 4, 2^e phr. (nouvelle)

Le préfet dispose de la compétence exceptionnelle d'abaisser ou de supprimer les limites d'âge à un établissement, lorsque notamment les activités qui s'y déroulent sont spécialement destinées à des jeunes.

Sur la base de cas concrets qui ont pu se présenter à l'autorité précitée, il se justifie de lui accorder la compétence inverse. Il se peut en effet que, lors d'un événement particulier, un espace de consommation couvert par une patente ordinaire d'établissement avec alcool ou par une patente K pour manifestation spéciale offre des attractions peu adaptées à la présence de jeunes en soi habilités à le fréquenter. L'acceptation de ce genre d'attractions pourra ainsi être liée à la fixation d'un âge d'accès plus restrictif.

6. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Deux délais d'adaptation aux nouvelles prescriptions légales sont proposés par la révision. Le premier délai concerne les titulaires d'une patente G d'établissement dépendant d'un commerce d'alimentation. Ils sont à ce

jour une centaine dans le canton et la plupart d'entre eux ne disposent d'aucune formation particulière dans l'hôtellerie et la restauration. Avant tout pour des questions d'organisation, il est raisonnable d'envisager leur participation échelonnée sur une période de deux ans au cours partiel à mettre en place et rendu obligatoire.

A propos des terrasses, rappel est fait que le canton compte plus de mille quatre cents établissements susceptibles d'être concernés par les nouvelles procédures et dont le dossier devra faire l'objet d'un réexamen. Une première enquête menée par le Service de la police du commerce durant l'été a permis de constater que la majorité des terrasses existantes ne figurent pas dans le descriptif de la patente en mains de l'exploitant. Une procédure d'extension de patente devra dès lors dans tous ces cas être menée en vue d'une adaptation de l'autorisation. Un délai de trois ans pour l'aboutissement de ces démarches paraît raisonnable. En raison du respect des droits acquis, l'ouverture parallèle d'une procédure de mise à l'enquête publique ne sera en revanche pas exigée.

7. ADAPTATION DE LA LÉGISLATION SUR LE DOMAINE PUBLIC

L'aménagement d'une terrasse d'établissement public sur le domaine public correspond à un usage accru de ce dernier. Conformément aux articles 19 al. 2 et 23 al. 2 de la loi du 4 février 1972 sur le domaine public, cet usage est l'objet d'une autorisation précédée d'une enquête restreinte. De manière à garantir une égalité de traitement avec des situations dans lesquelles la terrasse est aménagée sur domaine privé et de manière aussi à sauvegarder de manière optimale les droits du voisinage, la législation précitée impose désormais le déroulement d'une enquête publique ordinaire. Toutefois, dans la mesure où les autorités communales délivrent en principe ce genre d'autorisation annuellement, il est opportun de préciser que le renouvellement d'autorisation sans modification des conditions qui y sont associées n'impliquera pas de nouvelle mise à l'enquête.

8. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

La présente révision n'a pas d'incidences financières directes. Elle donnera certes lieu dans un premier temps à un travail supplémentaire de la part du Service de la police du commerce qui sera appelé à conduire de nombreuses procédures d'adaptation de ses dossiers au nouveau prescrit légal. Au vu des délais transitoires prévus, cette charge pourra toutefois être supportée sans apport de personnel d'appoint.

9. CONFORMITÉ AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le 19 septembre 2002, le Grand Conseil a adapté la loi sur les établissements publics et la danse à l'accord sur la libre circulation des personnes du 21 juin 1999 passé entre la Communauté européenne et les Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part. Le règlement d'exécution a également été adapté par la suite pour y transposer certaines dispositions de la directive 99/42/CE relative à la reconnaissance des diplômes. Le présent projet ne porte en rien atteinte à cette adaptation,

laquelle garantit pleinement l'examen de l'équivalence des formations et des expériences acquises à l'étranger.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi modifiant la loi sur les établissements publics et la danse.

—————

BOTSCHAFT Nr. 229 8. November 2005
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes
über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf (nachfolgend: Entwurf) zur Änderung des Gesetzes vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz.

1. AUSGANGSLAGE

Die heutige Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz ist am 1. Januar 1993 in Kraft getreten und hat seither einige Änderungen erfahren, namentlich im Sinne einer Anpassung an liberalere Regelungen in anderen Kantonen. Ziel dieser Gesetzgebung ist es, die Ordnung, Sicherheit, Ruhe und Wahrung der Gesundheit beim Betrieb öffentlicher Gaststätten zu gewährleisten. Zu diesem Zweck werden die Schwerpunkte weiterhin auf die Ausbildung, die Bewilligungspflicht und die Kontrolle gelegt.

Die Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten entspricht dem in Europa üblichen Standard und wird in der Schweiz in der Regel als guter Kompromiss zwischen einer allzu strengen Regelung (die allerdings durch das Binnenmarktgesetz gelockert wurde) und einer völligen Liberalisierung des Gastgewerbes, welche mancherorts zu chaotischen Zuständen geführt hat, betrachtet.

Das Bundesgesetz über den Binnenmarkt wird gegenwärtig einer Revision unterzogen, die zu einer noch weiter gehenden Liberalisierung der reglementierten Tätigkeiten führen könnte. Es ist deshalb davon auszugehen, dass zumindest die beruflichen Anforderungen, die heute im Kanton Freiburg für die Ausübung des Wirteberufs gelten, demnächst aus Gründen der Rechtsgleichheit keinen zwingenden Charakter mehr aufweisen werden. Wer nämlich aus einem Kanton mit einer weniger strengen Regelung kommt und im Kanton Freiburg eine Gaststätte betreiben will, wird dies inskünftig ohne weitere Voraussetzungen tun können.

Es wäre allerdings verfrüht, bereits in diesem Stadium eine Totalrevision des geltenden Systems vorzusehen. Die heutige Regelung schreibt eine Grundausbildung vor und trägt damit zur Qualitätssicherung bei. Zudem bewirkt sie eine Sensibilisierung der Gastwirte im Hinblick auf die zahlreichen gesetzlichen Bestimmungen in diesem Bereich. Die im Bundesrecht verankerten Grundsätze der beruflichen Mobilität und des Wettbewerbs werden dabei gewahrt.

2. MOTION CHRISTIAN DUCOTTERD

Mit einer am 12. November 2002 eingereichten und am 15. November 2002 begründeten Motion hat Grossrat Christian Ducotterd eine Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz vorgeschlagen, um die Verwendung des Namens oder der Marke eines alko-

holischen Getränks («Smirnoff-Party», Bierfest usw.) bei Veranstaltungen zu verhindern und um in Gaststätten und an Veranstaltungen Spiele, die mit dem Alkoholkonsum zusammenhängen, zu untersagen. Grossrat Ducotterd ging davon aus, dass diese Werbemassnahmen hauptsächlich auf ein junges Publikum ausgerichtet sind, bei welchem die Zunahme des Alkoholkonsums ohnehin Besorgnis erregende Ausmasse annimmt. Im Übrigen seien neue Produkte auf den Markt gekommen, wie etwa die Alcopops, die diese Tendenz noch verstärkt hätten. Dadurch sei es, insbesondere an Wochenenden, immer häufiger zu Missbräuchen und Ausschreitungen gekommen.

Konkret lauteten die Änderungsvorschläge wie folgt:

Art. 45 Name

(Hinzufügen)

Eine Gaststätte oder eine Veranstaltung von kurzer Dauer darf in keinem Fall den Namen oder die Marke eines alkoholischen Getränks tragen.

Art. 53 Verbot des Ausschanks alkoholhaltiger Getränke

(Hinzufügen)

Spiele und Wettbewerbe, die mit dem Konsum von Alkohol zusammenhängen, sind verboten.

Am 6. Mai 2003 hat der Grosse Rat diese Motion erheblich erklärt. Er folgte dabei der Ansicht des Staatsrates, wonach der Anwendungsbereich der Motion auf die Alcopops zu beschränken ist, so dass die traditionellen Erzeugnisse wie Bier oder Wein, deren Konsum mit Hilfe der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen ausreichend kontrolliert werden könne, nicht darunter fielen.

3. GEGENSTAND DER GESETZESREVISION

Die vorgeschlagene Revision dient in erster Linie der Umsetzung der Motion Ducotterd, die vom Grossen Rat teilweise gutgeheissen wurde, und sieht im Übrigen keine grundlegenden Änderungen am geltenden System vor. Des Weiteren sind aufgrund der Erfahrungen der letzten Jahre einige Präzisierungen oder Verbesserungen bestehender Verfahren vorgesehen. Dabei geht es namentlich um Fragen der Gleichbehandlung zwischen Gewerbebetrieben sowie um das Recht des Nachbarn einer öffentlichen Gaststätte, sich zu einer geplanten neuen Einrichtung zu äussern.

In diesem Sinne hat der Staatsrat im Sommer 2004 einen Vorentwurf in die Vernehmlassung geschickt. Dabei wurden die politischen Parteien, die wichtigsten Akteure im Bereich der Hotellerie und Gastwirtschaft sowie die Behörden des Kantons und des Bundes angehört. Da diese Materie zu einem wesentlichen Teil auch auf Verordnungsebene geregelt ist, wurde gleichzeitig ein Vorentwurf für eine entsprechende Verordnungsrevision in die Vernehmlassung gegeben.

Der Vorentwurf, der in die Vernehmlassung ging, sah unter anderem die Einführung eines neuen Patenttyps vor, um die gewerbsmässige Ausübung der Traiteur-Tätigkeit zu regeln. Damit sollte in gesundheitspolizeilicher Hinsicht gewährleistet werden, dass die Einrichtungen, die von ehemaligen Gastwirten, Metzgern, Käsern, Bäckern oder anderen Privatpersonen für die Zubereitung, die Lieferung und das Ausschicken von Speisen

und Getränken benutzt werden, einer Kontrolle unterzogen sind. Nach Kenntnisnahme und eingehender Analyse der verschiedenen Stellungnahmen hat der Staatsrat indes darauf verzichtet, diesen Teil der Revision weiter zu verfolgen. Aus den Kreisen der Hotellerie und der Gastwirte wurde dieser Vorschlag zwar sehr positiv aufgenommen, denn er hätte dazu beigetragen, eine gewisse Gleichbehandlung der Traiteure und der Gastwirte zu erreichen. Hingegen musste der Staatsrat auch zur Kenntnis nehmen, dass die grosse Mehrheit der Traiteure bereits eine Tätigkeit im Lebensmittelbereich ausgeübt hat und deshalb über eine solide Ausbildung in diesem Bereich verfügt. Weiter haben sich auch das Kantonale Laboratorium und die Konferenz der Oberamtmänner gegen dieses Vorhaben ausgesprochen. Das Kantonale Laboratorium hat insbesondere hervorgehoben, dass die Tätigkeit der Traiteure, auch ohne jegliches Patent, bereits heute den Bestimmungen der Lebensmittelkontrolle unterstellt ist, und dass praktisch alle Einrichtungen der Traiteure regelmässigen Kontrollen unterzogen werden. Die Konferenz der Oberamtmänner ihrerseits hat darauf hingewiesen, dass bei der praktischen Umsetzung zahlreiche Schwierigkeiten entstehen könnten, unter anderem bezüglich der Definition der Traiteur-Tätigkeit und deren – heiklen – Abgrenzung zur Tätigkeit von Gastwirten, die zum Beispiel ausserhalb ihres Betriebs, in einem Umfeld, das sich jeglicher Kontrolle entzieht, Speisen und Getränke anbieten. Ferner wiesen die Oberamtmänner darauf hin, dass bei nicht ständigen Anlässen, in denen ein Patent K erteilt wird, oft zusätzlich noch ein Traiteurpatent erforderlich wäre. Eine solche Kumulierung von Patenten wäre indes nicht wünschbar.

Im Übrigen wurde der Vorentwurf gesamthaft positiv aufgenommen, unter Vorbehalt einiger Bemerkungen der Eidgenössischen Alkoholverwaltung und der Konferenz der Oberamtmänner bezüglich der Schwierigkeiten, die bei einem Verbot der Verwendung des Namens oder der Marke von Alcopops auftauchen könnten. Der Staatsrat hat diesen Bemerkungen Rechnung getragen und verzichtet schliesslich auf ein solches Verbot, das schwer umzusetzen wäre und eine Kategorie von Produkten beträfe, deren Konsum ohnehin stark rückläufig ist. Auf der anderen Seite wäre die Ausweitung eines derartigen Verbots auf sämtliche Kategorien von alkoholischen Getränken nicht wünschbar, da durch eine solche Massnahme die Durchführung von Anlässen wie den Winzerfesten oder den Bierfesten unverhältnismässig erschwert würde.

Gestützt auf diese Ausführungen unterbreitet Ihnen der Staatsrat den vorliegenden Gesetzesentwurf.

4. DIE WICHTIGSTEN NEUERUNGEN DES ENTWURFS

Die wichtigsten Neuerungen des Entwurfs können wie folgt zusammengefasst werden:

1. Die Massnahmen zur Alkoholprävention werden mit einem Verbot von Wettbewerben und Spielen, die den Konsum von Alkohol zum Ziel haben, verstärkt.
2. Für die Inhaber eines Patents für Betriebe, die mit einem Lebensmittelgeschäft verbunden sind (Patent G) werden zusätzliche Anforderungen eingeführt.
3. Der Betrieb von Terrassen öffentlicher Gaststätten auf öffentlichem oder privatem Grund wird einem einheitlichen Bewilligungsverfahren unterstellt, um nament-

lich die Interessen der betroffenen Nachbarn zu berücksichtigen.

5. KOMMENTAR DER EINZELNEN ARTIKEL

Art. 3 Abs. 1 Bst. e (neu)

Das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz regelt in erster Linie die Abgabe von Speisen und Getränken, die an Ort und Stelle konsumiert werden können, wobei die Abgabe von Speisen und Getränken zum Mitnehmen inbegriffen ist. Das vor einigen Jahren eingeführte Patent G für Betriebe, die mit einem Lebensmittelgeschäft zusammenhängen, hat einige Verwirrung gestiftet, da bei diesen Geschäften in der Regel Speisen und Getränke zum Mitnehmen angeboten werden und der Verzehr an Ort und Stelle die Ausnahme bildet. Wenn sich die Geschäftstätigkeit allerdings strikt darauf beschränkt, Speisen und/oder Getränke zum Mitnehmen anzubieten, besteht überhaupt keine Bewilligungspflicht. Ebenso wenig braucht der mobile Händler eine Bewilligung, der seine Produkte an einem Verkaufsstand oder aus einem Fahrzeug anbietet. In diesem Fall kommt ohnehin keinerlei Gaststättenpatent in Frage, denn der Verzehr an Ort und Stelle bedingt die Einhaltung von minimalen technischen Anforderungen (sanitäre Einrichtungen, Wasserzufuhr, Hygienekonzept usw.), die bei mobilen Einrichtungen nicht erfüllt werden können. Wer also z.B. in einem Fahrzeugstand gebratene Poulets anbietet, kann deren Verzehr an Ort und Stelle nicht durch das Aufstellen von Tischen und Stühlen erleichtern. Er ist andererseits auch nicht der Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten unterworfen.

Art. 5 Abs. 2 Bst. b

Nach geltendem Recht ist die Sicherheits- und Justizdirektion unter anderem zuständig für die Erteilung und den Entzug der Patente, mit Ausnahme der Patente K. Nicht geregelt ist jedoch der Fall, in welchem eine Gaststätte von Amtes wegen geschlossen werden muss, weil kein offizieller Betriebsführer ernannt wurde oder weil der frühere Betriebsführer den Betrieb verlassen hat. Es scheint klar, dass für eine solche Betriebsschliessung die vorgenannte Direktion zuständig ist, doch ist es angebracht, diese Zuständigkeit im Gesetz zu verankern. Der Oberamtmann bleibt seinerseits gemäss Art. 8 Bst. e des Gesetzes zuständig für die Schliessung einer Gaststätte bei Unordnung.

Art. 15 Abs. 1, 16, 17 und 20 Abs. 1

Diese Änderung betrifft nur den französischen Text (Verbesserung der Syntax).

Art. 21 Abs. 1 und 2 (neu)

Die Änderung von Absatz 1 betrifft nur den französischen Text.

Bezüglich des zweiten Absatzes ist auf die Erläuterungen zum neuen Artikel 3 Abs. 1 Bst. e zu verweisen. Das Patent G ist demnach ausschliesslich für Betriebe vorgesehen, die über feste Einrichtungen verfügen. Ein mobiler Händler könnte demnach keinen Anspruch auf ein solches Patent erheben, sondern müsste allenfalls die Erteilung einer Bewilligung für eine Aktivität von kurzer Dauer bzw. für eine gelegentliche Aktivität erwägen (Patent K), welche in die Zuständigkeit des Oberamtmannes fällt.

Art. 22 Abs. 1 und 2 Bst. a

Die Änderung von Absatz 1 betrifft nur den französischen Text.

Das Patent H berechtigt den Inhaber, im Rahmen eines in erster Linie sportlichen, kulturellen oder sozialen Zwecken dienenden Anlasses Getränke und allenfalls Speisen anzubieten. Die Bars, die in Konzertsälen wie z.B. Frison oder Nouveau Monde in Freiburg betrieben werden, waren bis heute jedoch einem anderen Regime unterstellt; meistens handelte es sich dabei um eine Bewilligung des Oberamtmannes (Patent K) für eine Tätigkeit von kurzer Dauer.

Auf Anlass einiger Oberamtänner wird diese Tätigkeit nunmehr ausdrücklich in der gesetzlichen Grundlage zum Patent H erwänt. Die betroffenen Betriebe können damit auch den Anforderungen unterstellt werden, die für diesen Patenttyp gelten.

Art. 27 Abs. 1 Bst. a

Die Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz wurde bereits vollständig den Bestimmungen der bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und den Staaten der Europäischen Union angepasst. Sie ist somit voll eurokompatibel. Anlässlich dieser Anpassung wurde das Erfordernis einer Niederlassungsbewilligung (Permis C) für Angehörige von Drittstaaten, die ein Patent erlangen wollen, ohne zwingenden Grund beibehalten. Dieses Erfordernis erweist sich insofern als problematisch, als in der Schweiz immer häufiger Gaststätten mit Spezialitäten aus fernen Ländern entstehen (Thailand, Libanon, Marokko usw.), und die Betriebsführer oftmals «nur» über eine Aufenthaltsbewilligung (Permis B) verfügen. Es besteht kein Grund, diesen Betrieben zusätzlich zu den fremdenpolizeilichen Bestimmungen noch zusätzliche Hürden aufzuerlegen. Aus diesem Grund soll in Zukunft eine Aufenthaltsbewilligung für die Erlangung eines Patents ausreichen.

Art. 31 Abs. 3 (neu)

Die Erfahrung der letzten Monate hat gezeigt, dass in Betrieben mit einem Patent G oftmals missbräuchliche Praktiken herrschen. Zwar wurden ursprünglich, namentlich in Bezug auf die Grösse des Betriebs und auf die Öffnungszeiten, Grenzen gesetzt, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass diese Betriebe in erster Linie Lebensmittelgeschäfte sind und der Inhaber deshalb nicht im Besitz eines Fähigkeitsausweises für Gastwirte sein muss. Das Ausführungsreglement enthält indes eine unklare Bestimmung, wonach ein solcher Betrieb «im Prinzip» nicht über mehr als zehn Sitzplätze verfügen darf. Zudem können die Gemeindebehörden gestützt auf die Gesetzgebung über die Ausübung des Handels solchen Betrieben Öffnungszeiten von Montag bis Samstag bis zu 23 Uhr gewähren. Die Abgrenzung der Betriebe mit Patent G zu den «normalen» Gaststätten wurde auf diese Weise immer mehr verwässert, was die Kritik zahlreicher Gastwirte zur Folge hatte.

Um den Grundsatz der Gleichbehandlung zu wahren und eine bessere Führung der Betriebe mit einem Patent G zu gewährleisten, sieht der Entwurf eine neue Bedingung für die Erlangung dieser Patente vor. Da für diese Betriebe verschiedene Einschränkungen gelten, kann zwar weiterhin auf das Erfordernis einer vollständigen Grundausbildung für Gastwirte verzichtet werden. Hingegen sollen

die Inhaber eines Patents G in Zukunft mindestens jenen Teil der Ausbildung besuchen, der die einschlägige Gesetzgebung, die Lebensmittelhygiene und die nunmehr zwingenden Vorschriften der Sicherheit am Arbeitsplatz zum Gegenstand hat. Damit können die bestehenden Lücken beseitigt werden. Eine Prüfung brauchen die Betroffenen allerdings nicht abzulegen. Diese Dispens von der Prüfungspflicht ist zwar nicht unumstritten, doch drängt sie sich nicht zuletzt deshalb auf, weil die gegenwärtig laufende Revision des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt sowie die Praxis vieler Kantone eindeutig in Richtung einer verstärkten Liberalisierung gehen. Diese Gesetzesänderungen werden ebenfalls zu Anpassungen im Ausführungsreglement führen. Zudem wird im Reglement eine klare und unzweideutige Grenze für die Aufnahmekapazität der Betriebe mit Patent G festgelegt werden. Um den Interessen der Nachbarschaft Rechnung zu tragen, wird das Reglement ferner vorschreiben, dass für die Bewilligung nächtlicher Öffnungszeiten in Zukunft eine Baubewilligung hinsichtlich einer Nutzungsänderung vorgelegt wird.

Art. 36 Abs. 4 (neu)

Seit einigen Jahren hat der Betrieb von Terrassen öffentlicher Gaststätten immer häufiger zu Beschwerden Anlass gegeben. In diesem Zusammenhang hat man festgestellt, dass diese Terrassen nicht denselben Bedingungen unterworfen sind, je nachdem, ob sie auf privatem oder auf öffentlichem Grund stehen. Eine Terrasse, die auf privatem Grund gelegen ist, unterliegt denselben Betriebsbedingungen wie die Gaststätte und ist in der Regel auch im Patentbescrib erwänt. Liegt die Terrasse hingegen auf öffentlichem Grund, so ist sie bestenfalls in einer separaten Bewilligung der Gemeinde erwänt. In manchen Fällen begnügt sich die Gemeinde sogar damit, die Terrasse stillschweigend zu tolerieren und alljährlich eine Rechnung für gesteigerten Gemeingebrauch zu stellen. Diese Zweiteilung hat mitunter zu widersprüchlichen Ergebnissen geführt, wenn etwa einschränkende Bedingungen, die bei der Patenterteilung festgelegt worden waren, nie auf die Terrasse angewandt wurden. Was noch viel schwerer wiegt, ist allerdings die Tatsache, dass bei privaten Terrassen im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens eine öffentliche Auflage erfolgt, während bei den Terrassen auf öffentlichem Grund keinerlei Auflage durchgeführt wird. Dies führt zu Ungleichbehandlungen sowohl für die betroffenen Nachbarn als auch für die Betreiber der fraglichen Gaststätten.

Um diese Situation zu bereinigen, muss die Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten in Zukunft auf alle Terrassen Anwendung finden und für jede Patenterteilung oder -änderung gewährleisten, dass die von den technischen Diensten im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens formulierten Bedingungen eingehalten werden. Des Weitern muss gegebenenfalls die Bewilligung der Gemeinde für den gesteigerten Gemeingebrauch im Patent vorbehalten werden.

Nachdem die Konferenz der Oberamtänner anfangs dieses Jahres darauf hingewiesen hatte, dass die Verfahren bei der Erteilung von Patenten für die Schaffung oder die Erneuerung einer Gaststätte immer länger dauern, wird der Verordnungsentwurf vorsehen, dass vor dem Patentgesuch ein Gesuch um Erteilung einer Baubewilligung eingereicht werde. Auf diese Weise werden die technischen Dienste, die sich mit der Feuerpolizei, den Sanitäreinrichtungen, dem Lärmschutz und der Baupolizei befassen, umfassender und präziser informiert sein als

bisher, was deren Entscheidungsfindung wesentlich erleichtern wird.

Art. 53a (neu)

Wie die Publikationen der Schweizerischen Fachstelle für Alkohol- und andere Drogenprobleme (SFA) klar aufgezeigt haben, konsumieren die Jugendlichen immer mehr Alkohol und lassen sich durch gezielte Werbemaassnahmen, die den Vertrieb von Modeprodukten anstreben, entsprechend beeinflussen. Die Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz enthält einige Bestimmungen, die dem Jugendschutz dienen (insbesondere Art. 53, der das Mindestalter für Alkoholkonsum festlegt, und Art. 54, der die so genannte «Sirupklausel» enthält). Weitere Bestimmungen finden sich in der Alkoholgesetzgebung oder der Lebensmittelgesetzgebung des Bundes, so unter anderem ein Verbot der unentgeltlichen Abgabe von gebrannten Wassern zu Werbezwecken, die Beschränkung oder das Verbot von Werbung an bestimmten Orten oder auf bestimmten Werbeträgern, insbesondere wenn sich diese Werbung gezielt an Jugendliche unter 18 Jahren richtet. Eine weitere Massnahme sieht vor, dass alkoholische Getränke im Verkauf so präsentiert werden müssen, dass keine Verwechslung mit nicht alkoholischen Getränken entstehen kann.

Gemäss Artikel 42b Abs. 4 des Alkoholgesetzes dürfen keine Wettbewerbe durchgeführt werden, bei denen gebranntes Wasser als Werbeobjekt oder als Preis dienen oder ihr Erwerb Teilnahmebedingung ist. Dieses Verbot ist nicht auf eine bestimmte Alterskategorie beschränkt, sondern beschlägt alle Personen gleichermassen. Es stünde demnach mit dieser Bestimmung im Widerspruch, wenn man dieses Verbot nur auf Jugendliche beschränken wollte.

Ebenso wenig wäre es angezeigt, das bundesrechtliche Verbot durch eine Beschränkung auf gebranntes Wasser wie etwa Alcopops untermauern zu wollen. Was eben diese Alcopops betrifft, so ist es durch Sensibilisierungskampagnen, verstärkte Kontrollen und insbesondere durch die Einführung einer Sondersteuer mit einer entsprechenden Verteuerung des Produkts gelungen, die Schwindel erregende Expansion dieser Modeerscheinung rasch zu stoppen. Das Bier hingegen ist und bleibt das beliebteste alkoholische Getränk, sowohl bei Erwachsenen wie auch bei Jugendlichen. Mit einem allgemeinen Verbot, den Konsum von Alkohol durch Spiele und Wettbewerbe zu fördern, kann der Kanton deshalb ein klares Signal zur Bekämpfung von Missbräuchen setzen. Es sei hier an einen Vorfall erinnert, der sich im Winter 2004 in einer Gaststätte des Kantons abgespielt hat und anlässlich dessen mehrere Personen ins Spital eingeliefert werden mussten.

Art. 55 Abs. 4, 2. Satz (neu)

Der Oberamtmann kann von Gesetzes wegen in speziellen Fällen die Altersgrenze für den Zugang zu einer Gaststätte herabsetzen oder aufheben, unter anderem wenn darin Aktivitäten angeboten werden, die sich speziell an Jugendliche richten.

Die Erfahrung hat gezeigt, dass der Oberamtmann in manchen Fällen auch eine höhere Altersgrenze sollte festsetzen können. So kommt es vor, dass in einer Gaststätte, die über ein normales Patent für einen Betrieb mit

Alkohol oder über ein Patent K für eine Veranstaltung von kurzer Dauer verfügt, zu einem speziellen Anlass besondere Attraktionen angeboten werden, die für Jugendliche nicht geeignet sind. Mit der neuen Bestimmung kann der Oberamtmann für die Durchführung solcher Anlässe eine höhere Altersgrenze festlegen.

6. ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN

Der Entwurf sieht zwei Fristen für die Anpassung an die neuen Bestimmungen vor. Die erste Frist bezieht sich auf die Inhaber eines Patents G für Betriebe, die mit einem Lebensmittelgeschäft verbunden sind. Von den etwa Hundert Personen, die im Kanton über ein solches Patent verfügen, haben die wenigsten eine Ausbildung im Wirtetfach absolviert. Aus organisatorischen Gründen ist es angezeigt, für diese Personen die Frist für die Absolvierung des nunmehr obligatorischen Teilkurses auf zwei Jahre festzusetzen.

Der Kanton zählt insgesamt über 1400 Gaststätten, die von den neuen Verfahrensvorschriften für Terrassen betroffen sein könnten. Die Dossiers dieser Gaststätten werden einer Prüfung unterzogen werden müssen. Eine erste Analyse, die vom Amt für Gewerbepolizei im Sommer 2005 durchgeführt wurde, hat ergeben, dass die Mehrheit der bestehenden Terrassen nicht im Patentbeschrieb der betreffenden Gaststätte aufgeführt ist. In all diesen Fällen wird somit ein Verfahren um Patenterweiterung durchgeführt werden müssen. Es scheint angebracht, hierfür eine Frist von drei Jahren festzusetzen. Um die wohl erworbenen Rechte zu wahren, wird jedoch für die bestehenden Terrassen auf die Durchführung einer öffentlichen Auflage verzichtet.

7. ANPASSUNG AN DIE GESETZGEBUNG ÜBER DIE ÖFFENTLICHEN SACHEN

Die Einrichtung einer Terrasse einer öffentlichen Gaststätte auf öffentlichem Grund entspricht einem gesteigerten Gemeingebrauch. Gemäss Art. 19 Abs. 2 und 23 Abs. 2 des Gesetzes vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen ist dieser bewilligungspflichtig und unterliegt einer beschränkten Auflage. Um eine Gleichbehandlung mit denjenigen Gaststätten zu gewährleisten, deren Terrassen auf privatem Grund liegen, und um die nachbarschaftlichen Rechte zu achten, sieht das vorgenannte Gesetz nunmehr ein ordentliches Auflageverfahren vor. Insofern aber die Gemeindebehörden solche Bewilligungen alljährlich ausstellen, kann bei einer blossen Erneuerung der Bewilligung ohne Änderung der Bedingungen auf die Durchführung eines Auflageverfahrens verzichtet werden.

8. AUSWIRKUNGEN IN FINANZIELLER UND PERSONELLER HINSICHT

Die vorliegende Revision zeitigt keine finanziellen oder personellen Auswirkungen. Sie wird hingegen in einer ersten Phase zu einer Mehrbelastung des Amtes für Gewerbepolizei führen, da die laufenden Dossiers dieses Amtes zahlreiche Anpassungen an die neue Gesetzeslage erfahren werden. Angesichts der vorgesehenen Übergangsfristen wird es indes möglich sein, diese Mehrbelastung ohne zusätzliches Personal zu bewältigen.

9. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM EUROPÄISCHEN RECHT

Am 19. September 2002 hat der Grosse Rat das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz an das Abkommen vom 21. Juni 1999 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft einerseits und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits über die Freizügigkeit angepasst. In der Folge wurde auch das Ausführungsreglement entsprechend angepasst, um einige Bestimmungen der Richtlinie 99/42/EG über

die Anerkennung der Diplome darin zu integrieren. Der vorliegende Entwurf berührt diese früheren Anpassungen, die eine Überprüfung der im Ausland erworbenen Ausbildungen und Erfahrungen garantiert, in keiner Weise.

Wir laden Sie ein, diesen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz anzunehmen.

Projet du 08.11.2005

Entwurf vom 08.11.2005

Loi

du

modifiant la loi sur les établissements publics et la danse

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 novembre 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED; RSF 952.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 1 let. e (nouvelle)

[¹ Ne sont pas soumis à la présente loi:]

e) la vente de mets et de boissons à emporter.

Art. 5 al. 2 let. b

[² Elle [la Direction en charge de la police du commerce] a notamment les attributions suivantes:]

b) elle prononce la fermeture d'un établissement public en l'absence de patente;

Art. 15 al. 1, 16 (2 x), 17 et 20 al. 1

Remplacer «vendre à l'emporter» par «vendre à emporter».

Art. 21 al. 1 et 2 (nouveau)

¹ Remplacer «à l'emporter» par «à emporter».

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 8. November 2005;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG; SGF 952.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 Bst. e (neu)

[¹ Diesem Gesetz sind nicht unterstellt:]

e) der Verkauf von Speisen und Getränken zum Mitnehmen.

Art. 5 Abs. 2 Bst. b

[² Sie [die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion] hat insbesondere folgende Befugnisse:]

b) Sie verfügt die Schliessung einer öffentlichen Gaststätte, die über kein Patent verfügt;

Art. 15 Abs. 1, 16, 17 und 20 Abs. 1

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 21 Abs. 1 und 2 (neu)

¹ *Betrifft nur den französischen Text.*

² Elle [*la patente G*] ne donne pas le droit d'exercer des activités ambulantes consistant à vendre des mets et des boissons à l'aide d'une installation non fixe ou temporaire.

Art. 22 al. 1 et 2 let. a

¹ Remplacer «vendre à l'emporter» par «vendre à emporter».

[² Une patente H peut notamment être obtenue pour:]

a) les buvettes de cinémas, de théâtres ou de salles de concert;

Art. 27 al. 1 let. a

[¹ La patente est accordée à la personne qui:]

a) est de nationalité suisse, ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange ou, pour les ressortissants d'autres Etats étrangers, titulaire d'une autorisation de séjour;

Art. 31 al. 3 (nouveau)

³ Les personnes qui désirent obtenir une patente G doivent être au bénéfice d'un document attestant qu'elles ont suivi une formation dont le contenu est déterminé par le règlement d'exécution.

Art. 36 al. 4 (nouveau)

⁴ La terrasse d'un établissement public, aménagée sur le domaine public ou privé, est englobée dans l'examen de la demande de patente. Les dispositions de la législation sur le domaine public ainsi que celles de la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions sont en outre réservées.

Art. 53a (nouveau) Interdiction des jeux et des concours liés à l'alcool

La mise sur pied de concours et de jeux destinés à favoriser la consommation d'alcool est interdite.

Art. 55 al. 4, 2^e phr. (nouvelle)

⁴ (...). A l'inverse, lors d'événements particuliers, il [*le préfet*] est habilité à élever cette limite.

² Dieses Patent [*Patent G*] berechtigt jedoch nicht zum mobilen Verkauf von Speisen und Getränken in einer beweglichen oder temporären Einrichtung.

Art. 22 Abs. 1 und 2 Bst. a

¹ *Betrifft nur den französischen Text.*

[² Ein Patent H kann insbesondere erlangt werden für:]

a) die Buvetten in Kinos, Theatern oder Konzertsälen;

Art. 27 Abs. 1 Bst. a

[¹ Das Patent wird einer Person erteilt:]

a) die Schweizer Bürgerin, Angehörige eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder eines Mitgliedsstaates der Europäischen Freihandelsassoziation ist; Angehörige anderer Staaten müssen eine Aufenthaltserlaubnis besitzen;

Art. 31 Abs. 3 (neu)

³ Wer ein Patent G erlangen will, muss im Besitz einer Bestätigung sein, wonach er oder sie die im Ausführungsreglement vorgesehene Teilausbildung besucht hat.

Art. 36 Abs. 4 (neu)

⁴ Die auf öffentlichem oder privatem Grund gelegene Terrasse einer öffentlichen Gaststätte wird bei der Prüfung des Patentgesuchs mit einbezogen. Die Bestimmungen der Gesetzgebung über die Benützung des öffentlichen Grundes und der Gesetzgebung über die Raumplanung und das Bauwesen bleiben vorbehalten.

Art. 53a (neu) Verbot von Spielen und Wettbewerben, die mit Alkohol in Zusammenhang stehen

Die Durchführung von Wettbewerben und Spielen, die den Konsum von Alkohol fördern sollen, ist verboten.

Art. 55 Abs. 4, 2. Satz (neu)

⁴ (...). Bei besonderen Veranstaltungen kann er auch eine höhere Altersgrenze festlegen.

Art. 2

¹ Un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi est imparti aux titulaires d'une patente G pour se conformer aux exigences de formation du nouveau droit.

² Un délai de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi est imparti aux titulaires de patente pour se conformer aux nouvelles prescriptions en matière de terrasses.

Art. 3

La loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1) est modifiée comme il suit:

Art. 23 al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} La demande d'autorisation d'usage accru du domaine public consistant en l'aménagement et l'exploitation durables d'une terrasse d'établissement public fait l'objet d'une enquête publique. Sous réserve de modifications ultérieures des conditions d'exploitation, l'autorisation est renouvelée annuellement sans nouvelle procédure de mise à l'enquête.

Art. 4

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2

¹ Die Inhaber des Patents G müssen die neuen Ausbildungsanforderungen innert zwei Jahren ab Inkrafttreten dieses Gesetzes erfüllen.

² Die Anforderungen im Zusammenhang mit den Terrassen müssen von den Patentsinhabern innert drei Jahren ab Inkrafttreten dieses Gesetzes erfüllt werden.

Art. 3

Das Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23 Abs. 2^{bis} (neu)

^{2bis} Das Gesuch um Bewilligung eines gesteigerten Gemeingebrauchs im Zusammenhang mit der Einrichtung und dem dauerhaften Betrieb einer Terrasse einer öffentlichen Gaststätte wird öffentlich aufgelegt. Die Bewilligung wird alljährlich ohne neues Auflageverfahren erneuert, sofern die Betriebsbedingungen nicht geändert werden.

Art. 4

Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.